

Faut-il redéfinir les métiers de l'Ecole ?

De quoi s'agit-il quand on parle des métiers de l'Ecole ? La première réponse identifie les enseignants, évidemment, mais dans la présentation du sujet d'autres catégories de personnels furent « listées ». A savoir : les chefs d'établissement, les inspecteurs, les conseillers d'éducation, les infirmières et les médecins scolaires, les psychologues..... Chacune de ces catégories comprend des grades (agrégés : 12% ; certifiés : 61% ; PLP : 15%), une répartition entre les personnels masculins et féminins (femmes : 91% dans le primaire ; 63% dans le secondaire.....), la tendance nette étant une féminisation du corps professoral, posant en cela des questions de nature psychologique (les élèves construisent aussi leur identité sexuée en présence des adultes de l'école).

Le métier est précédé d'une formation initiale (IUFM) ne prenant pas en compte (ou très insuffisamment) la dimension psycho-relationnelle entre les enseignants et les élèves. Il en est de même au niveau des concours de recrutement. Quant à la formation continue il faudrait la rendre obligatoire pour ceux qui n'en bénéficient pas. Le constat : ce sont les plus formés qui continuent à se former (et inversement).

Faut-il revenir à la bi-valence des enseignants de collège ? Ph. MEIRIEU recommande celle-ci au cours des deux premières années de collège, au motif que les élèves de ce niveau sont « perdus » face à 8/9 enseignants. Cette question a fait l'objet d'un long et « passionnel » échange, la bi-valence étant un retour en arrière et à une moindre qualification disciplinaire selon certains enseignants.... Vaste débat.

Les chefs d'établissement devraient disposer de davantage d'autonomie, notamment en leur donnant la capacité d'intervenir au plan pédagogique en relation, pourquoi pas, avec les IPR. Les projets pédagogiques pourraient les impliquer mais quand on sait combien les enseignants sont soucieux de leur liberté pédagogique, il faut en convenir : cette autonomie ne va pas de soi et pourtant il semble qu'elle serait un progrès à l'instar de ce qui est observé dans certains pays.

Les inspections, en l'état actuel, ne sont pas assez fréquentes et longues dans leur déroulement. La dimension administrative devrait être minorée au profit de la pédagogie.

Quelle place donner aux intervenants extérieurs (arts, sports.....) ? Réponse plutôt favorable (sous réserve d'une compétence inexistante chez les enseignants de la communauté scolaire). C'est aussi l'occasion d'une ouverture de l'école sur la vie.....

Enfin, fut abordée la question d'un certain « malaise des enseignants »..... Ne serait-il que le reflet d'un malaise social profond ?

PROPOSITIONS

- 1 Diminuer le nombre d'enseignants rencontrés par les élèves des deux premières années de collège.
- 2 Donner davantage d'autonomie (contenu de celle-ci) aux Chefs d'établissements.
- 3 Repenser la conception de la fonction d'Inspecteur Pédagogique en lui donnant une dimension beaucoup plus tournée vers une aide réelle aux difficultés rencontrées par les enseignants.

Quelles sont les valeurs de l'Ecole Républicaine et comment faire en sorte que la société les reconnaisse ?

Les échanges ont été précédés d'une présentation et d'une problématisation du sujet dégagant trois dimensions essentielles articulées sur la laïcité, la mixité et l'équité. Le débat qui a suivi a porté sur celles-ci mais en les situant dans un cadre historique (la loi de 1905) et dans celui faisant l'actualité (la commission STASI et les retombées prévisibles des propositions qu'elle fera en direction du Président de la République).

Le concept de laïcité s'est avéré d'entrée de jeu comme très polysémique ; d'une tolérance certaine à l'égard des signes personnels d'appartenance à une religion jusqu'à l'exclusion possible, voire souhaitable, des élèves affichant ostensiblement cette appartenance, tous les cas de figures furent envisagés, chacun d'entre eux étant le reflet d'une définition singulière de la laïcité.

La mixité, c'est-à-dire garçons et filles réunis ensemble pour tous les enseignements, doit être maintenue même si certaines études en Sciences de l'Education semblent remettre en question le principe d'une mixité systématique (EPS).

L'école devrait être organisée (structures, pédagogie, évaluation, examens et diplômes) de telle façon que tous les élèves réussissent au regard de leurs motivations et de leurs capacités et sortent de celle-ci nantis d'une qualification sanctionnée par un diplôme. Au nom de l'égalité des chances et de l'équité qui sont aussi des valeurs de l'Ecole Républicaine-il faut s'interroger sur les raisons pour lesquelles ces valeurs sont insuffisamment prises en compte. Cette interrogation renvoie à des questions ayant pour objet toute la conception d'ensemble du système scolaire français et à des comparatifs avec des systèmes étrangers.

PROPOSITIONS

- 1 La laïcité définie comme accueil, instruction et éducation de tous les élèves doit être le ciment fédérateur de l'Ecole avec la République.
- 2 Il faut maintenir la mixité à tous les niveaux de l'Ecole. Aménagements possibles dans certaines situations spécifiques comme l'EPS.
- 3 La réussite de tous est postulée. Elle passe par des parcours et des orientations diversifiés prenant mieux en compte les caractéristiques de chaque élève.